

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Economie, social, inégalités (France) > Transports (France) > Transports aérien (France) > **Air France : Le sale plan de vol de la direction**

Air France : Le sale plan de vol de la direction

mercredi 7 octobre 2015, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 7 octobre 2015).

Sommaire

- [SalariéEs rassemblés et \(...\)](#)
- [Derrière la mascarade, la](#)
- [Refuser une défaite définitive](#)
- [Plan A ou B, encore des \(...\)](#)

Le chœur des fidèles du Medef se dresse en soutien à la direction d'Air France et à ses « pauvres dirigeants violemment agressés », après les images du DRH Xavier Broseta s'enfuyant torse nu du siège d'Air France...

Un vrai réflexe de classe de Péresse, Macron, Hollande, Valls, Vidalies... avec le soutien de la CFDT, CGC... Tous ces gens-là ne ressentent pas un tel émoi devant les travailleurs dont les salaires sont bloqués, les postes supprimés, les carrières professionnelles brisées, et maintenant menacés de licenciement. Un déchirement bien plus grave que celui de la chemise (même de chez Hugo Boss !) d'un DRH.

Et il n'est guère étonnant que les mêmes qui pleurent sur le pauvre DRH n'aient guère d'état d'âme pour ànonner la rengaine de la compagnie qu'il faudrait sauver, de l'archaïsme des syndicats, de la violence frustrée des salariéEs trop bêtes pour comprendre les mutations économiques nécessaires que veulent mettre en œuvre leurs intelligents dirigeants...

SalariéEs rassemblés et mobilisés

Environ 3 000 salariéEs, personnel au sol et navigants, souvent en uniforme, ont manifesté ce lundi 5 octobre devant le siège d'Air France, pour protester contre le plan présenté par la direction : nouvelle suppression de 2 900 emplois, prétendument à cause de l'intransigeance du syndicat des pilotes.

Les manifestantEs ont fait sauter les barrières d'accès au siège, écarté les CRS et ont envahi le CCE. De Juniac, le PDG du groupe, n'avait pas daigné être présent, et celui d'Air France, Frédéric Gagey, s'était vite enfui... avec le secrétaire de la CGC ! Le DRH Xavier Broseta et le responsable de l'activité Long-Courrier Pierre Plissonnier qui voulaient aussi partir sans répondre aux salariéEs ont été hués. Suprême violence, M. Broseta a perdu sa chemise dans la bousculade et s'est enfui en escaladant les barrières avec le responsable du Long Courrier.

Derrière la mascarade, la rentabilité à deux chiffres

La direction a annoncé « d'ici 2017 » 2 900 suppressions d'emplois et 10 % de baisse d'activité essentiellement en Asie. Mais pendant ce temps, de nouvelles fréquences sont ouvertes sur plusieurs destinations. Derrière toute cette mascarade, le seul but de ces annonces est de développer la croissance en détruisant encore des centaines d'emplois, les accords collectifs, et d'augmenter la marge financière d'une compagnie qui se porte bien !

La direction veut économiser 1 milliard d'euros sur une masse salariale de 7,5 milliards. Mois après mois, la compagnie gagne des parts de marché, remplit ses avions à un taux record de 90 % et maintient le prix de ses billets, même quand le prix du kérosène a baissé de moitié. Après avoir supprimé 8 000 emplois, bloqué les salaires et largement dégradé les conditions de travail, c'est à une vraie défaite frontale que De Juniac veut arriver pour instaurer une rentabilité à deux chiffres. Il joue un plan à la Thatcher pour briser durablement la combativité des salariéEs et asseoir des syndicats « responsables » menant une politique de collaboration.

Refuser une défaite définitive

La première cible est le personnel navigant technique (les pilotes), avec une grande mise en scène médiatique. Plusieurs semaines de négociations où la barre a été mise volontairement très haut par la direction, de manière clairement provocatrice : exiger 100 heures de vol (équivalent à 200 heures de travail) de plus par an pour le même salaire. Vu l'échec des négociations, la direction annonce quelques fermetures de lignes... et la suppression de 300 postes de pilotes. Mais, en cas de signature, grâce aux gains de productivité, la direction annonçait aussi 300 suppressions de postes ! La direction veut une défaite du syndicat majoritaire, le SNPL, qui vient de refuser le 30 septembre de mettre sa signature au bas de l'accord. Et la presse et le gouvernement de dénoncer ces « privilégiés qui vont faire couler la compagnie ».

La défaite des pilotes est nécessaire pour parachever le deuxième volet de l'attaque : les 14 000 hôtesses et stewards. Le but est là aussi d'obtenir de 15 à 20 % de gain de productivité, par une augmentation des heures de vol, la diminution des jours de repos et des repos en escale, et par une diminution des compositions équipage dans les avions. Deux des trois syndicats représentatifs viennent de refuser la signature à la baisse de leur accord collectif.

Ensuite, le but sera d'enfoncer le clou par de nouvelles attaques contre les personnels au sol (30 000 salariéEs), avec le soutien de la CGC et de la CFDT (au moins...). Ces deux syndicats ne cessent de répéter que si les pilotes ne signent pas l'accord, il y a aura des milliers de licenciements au sol. Une façon de dédouaner la direction des attaques déjà prévues, contre les salariéEs des escales de province, Marseille et Bastia en tête, Orly et Charles-de-Gaulle (CDG) ensuite.

Plan A ou B, encore des milliers d'emplois supprimés ?

Loin d'un « dialogue social » qui ne laisse la parole et toutes les décisions qu'aux employeurs, seule la mobilisation peut faire reculer un patronat toujours plus exigeant pour le seul bénéfice des actionnaires. Le gouvernement, loin d'être une aide dans ce combat, est bien évidemment au côté de la direction.

Le plan d'Air France, essentiellement basé sur la division des salariéEs, était bien rodé et très largement relayé par les grands médias. Mais en se mobilisant ce lundi toutes catégories de

personnels confondues, les salariéEs ont montré qu'ils n'étaient pas dupes ! La manifestation massive du 5 octobre montre qu'une réaction unitaire s'est mise sur pied, facilitant la résistance actuelle des syndicats des navigants. Pour l'instant, cette intersyndicale résiste à l'offensive déchaînée des médias. De nouvelles échéances de mobilisation seront nécessaires pour maintenir et augmenter ce rapport de forces.

Correspondants

P.-S.

* Mercredi 7 octobre 2015, mise à jour Mercredi 7 octobre 2015, 09:25. Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 306 (08/10/2015). <http://www.npa2009.org/>